



DP

DOMAINE
PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1926

Edition PDF du 26 septembre 2011
Les articles mis en ligne depuis DP 1925 du 19 septembre 2011

Dans ce numéro

Armée: quel hangar pour 22 avions? (André Gavillet)

Réduire le nombre d'avions achetés pour mieux former les pilotes

Quand les Chambres fédérales diffèrent (Yvette Jaggi)

Fin de législature contrastée pour quatre conseillers fédéraux

Les jeunes adultes boudent les urnes (Albert Tille)

Une analyse de la participation aux élections vaudoises

Réduire la trop inégale répartition des richesses pour combattre la crise (Jean-Daniel Delley)

Comment le capitalisme est en train de s'autodétruire

Armée: quel hangar pour 22 avions?

André Gavillet • 22 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18585>

Réduire le nombre d'avions achetés pour mieux former les pilotes

Les avions volent vite, mais vieillissent lentement. Le parc peut donc être renouvelé une fois par génération, tous les vingt-trente ans. Cette règle s'applique aussi à l'aviation militaire: les carlingues d'aujourd'hui furent au temps de leur performance des avions de combat.

L'avion de combat incorpore dans un faible volume le maximum de très haute technologie. Il est, quoique fabriqué en série, un objet extraordinairement coûteux. Et comme tel, pour son prix, il a joué dans l'histoire suisse un rôle de révélateur. N'est-il pas au-dessus de nos moyens?

L'après-guerre connut des débats très engagés sur l'armement national: mouvements pour la paix, illustrés d'une colombe dessinée par Picasso, appel de Stockholm où se mêlaient pacifistes et communistes, problème du nucléaire militaire et, traversant un demi-siècle, l'équipement de l'arme aérienne.

Ce serait une entrée efficace pour lire notre histoire contemporaine que de reconstituer les étapes de l'aviation militaire suisse. On n'a pas oublié l'intention mégalo de construire notre propre avion, le P16, ni les retombées politiques de

l'achat des Mirage, qui fut l'objet de l'enquête d'une commission parlementaire ou, plus récemment, les allers et retours des citoyens sur l'achat des FA18.

Urgence et camouflage parlementaire

Au cours de cette session (automne 2011), une nette majorité du Conseil national adopte la proposition d'acquiescer 22 avions de combat et de doter le budget du département militaire de 5 milliards. Des observateurs y voient le poids électoral de l'armée: il fallait régler avec décision ce sujet en suspens depuis trop longtemps. Le GSSA n'avait-il pas retiré son initiative qui demandait un moratoire de dix ans avant que l'acquisition de nouveaux avions fût possible?

Le paradoxe, c'est que l'armée peut compter sur un appui du peuple, et que c'est sur le terrain de la démocratie directe que manœuvrent l'opposition à l'armement. Pourtant les batailles engagées sur ce terrain ont toutes été perdues, à l'exception de l'extension de la place d'armes de Rothenthurm qui fut refusée au nom de la protection des marais.

C'est un jeu très helvétique que de croiser (comme on croise des épées) les pouvoirs de la majorité parlementaire et ceux du peuple s'exprimant à coup d'initiatives. Avec des

alliances possibles: opposants à l'armée et partisans d'une armée de quelques milliers de professionnels, même combat!

Dernier épisode. Glisser les dépenses liées à l'achat de nouveaux avions dans le budget, afin de les soustraire au référendum: la réflexion sur la guerre n'exclut pas la guéguerre et le camouflage.

Formation

L'acquisition de nouveaux appareils a été traitée comme non urgente par le Conseil fédéral. Les années ont passé, on a «maintenu» sans risques les vieux Tiger. Economie. Mais la question est inévitablement posée au moment de l'achat. Les avions neufs ne serviront selon toute vraisemblance qu'à des combats fictifs. Si l'on sautait une génération, des milliards seraient économisés. Mais avec quels engins manœuvreraient les pilotes?

Plus l'avion est cher, plus importante la formation des pilotes. Aujourd'hui déjà elle entraîne ou pourrait entraîner des accords de stage avec des pays amis comme la Suède, ou des pays voisins comme la France, d'ores et déjà prête à toutes les concessions si étaient vendus des Rafale que poliment refusent les Etats des cinq continents.

La réduction drastique du nombre d'avions neufs, la prise en compte d'autres tâches de surveillance du ciel,

conditionnent le rôle futur de l'aviation.

Cette formation polyvalente, assurant à un haut niveau la qualification et l'expérience d'un corps de pilotes ne se

conçoit qu'en collaboration avec des pays européens. Une fois de plus, le souci d'indépendance fait découvrir l'interdépendance.

Au lieu d'enfermer dans leurs

réduits 22 nouveaux avions, destinés d'ici trente ans à la casse, au lieu de perfectionner les hangars des nouveaux appareils, donnons par-dessus les frontières de l'air à l'aviation.

Quand les Chambres fédérales diffèrent

Yvette Jaggi • 25 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18603>

Fin de législature contrastée pour quatre conseillers fédéraux

Avant-dernière semaine de la législature. Les Chambres fédérales prennent des décisions en points de suspension. Agenda électoral en mains et des arrières-pensées plein la tête, les parlementaires font leurs calculs. Et soumettent les propositions du Conseil fédéral à des traitements contrastés. Quatre exemples.

Ueli Maurer est sans doute le plus malmené et le moins à plaindre. Ses continuelles jongleries avec les effectifs, les missions, les milliards et les priorités lui valent de ne plus savoir à quels objectifs se vouer ni sur quels budgets compter. A force de craindre que l'achat des avions de combat avant 2015 ne l'empêche de se payer une armée, il a provoqué exactement ce qu'il voulait éviter. Les Chambres veulent anticiper l'acquisition des chasseurs ailés, le Conseil des Etats par un crédit spécial susceptible de référendum, le Conseil national par une inscription de cette dépense

dans le programme d'armement des années à venir, moyennant une réduction de la facture. Le chef du département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports a quelques jours et nuits pour refaire tous ses calculs et présenter un «*budget crédible*» aux élus du peuple. Bon vol à Ueli Maurer et bon courage au Groupe pour une Suisse sans armée qui avait retiré l'an dernier son initiative anti F-18.

Johann Schneider-Ammann a davantage de chance. Ou moins d'obstination. Cédant à la douce pression de ses collègues et d'importantes organisations économiques, il a promptement abandonné son plan initial de soutien à l'économie suisse en proie au franc fort, un forfait à deux milliards, aussi mal pensé que hâtivement ficelé. Après négociations, les Chambres ont finalement obtenu et accepté une version allégée à 870 millions qui devraient être investis avec une certaine efficacité, dans le tourisme notamment. Pour la suite, observer la balance commerciale et la conjoncture

intérieure.

Doris Leuthard peine à s'intéresser à tous les domaines couverts par le département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, ce département-mammouth qu'elle a voulu hériter de Moritz Leuenberger. Et quand sa relative désaffection se combine avec la sinuosité démocrate-chrétienne, les résultats sont ravageurs. Elle n'a pas su défendre devant une Chambre du peuple soudain fédéraliste la très timide révision de la loi sur l'aménagement du territoire que le Conseil des Etats avait pourtant acceptée dans ses grandes lignes. Pire, c'est à la défection d'une poignée de conseillers nationaux PDC que l'on doit le rejet d'une taxe sur les plus-value foncières et le maintien des prérogatives cantonales en matière de plans directeurs pour l'affectation du sol. *Exit* le contre-projet indirect à l'initiative populaire déposée par les défenseurs du paysage, dont les chances d'acceptation s'en trouvent du coup augmentées.

Eveline Widmer-Schlumpf n'a rien à se reprocher question combativité devant les Chambres fédérales où elle n'a aucun ancien collègue et devant lesquelles elle ne craint pas de se comporter en conseillère exécutive pure et dure. Cette inhabituelle détermination a éveillé les soupçons des sénateurs qui ont «boqué» au moment

d'approuver formellement la convention de double imposition avec les Etats-Unis, prototype de neuf autres accords. Ce recul de dernière heure empêche *de facto* le Conseil national de traiter cette importante affaire avant la fin de la présente session, la dernière de la législature. De quoi raviver les appétits outre Atlantique nord et faire encore

monter des enchères en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

La liste des votations finales agendées pour le 30 septembre se raccourcit doucement, au gré des batailles reportées et des décisions différées aux saisons post-électorales.

Les jeunes adultes boudent les urnes

Albert Tille • 21 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18577>



Une analyse de la participation aux élections vaudoises

A trente ans, hommes et femmes ne votent guère. Passé l'attrait de la nouveauté après l'octroi du droit de vote à 18 ans, les jeunes désertent les urnes. L'intérêt pour la chose publique reprend progressivement avec l'âge.

La tendance est connue. Le service vaudois de statistique (SCRIS⁵) en apporte une nouvelle preuve chiffrée en analysant le premier tour des élections cantonales de mars 2011 (revue *Numerus* 4/2011).

Le taux de participation des

électeurs atteint modestement 39%.

C'est une moyenne qui cache de très importantes différences selon l'âge, le sexe et la nationalité (suisse ou étrangère). Premier enseignement, l'ardeur citoyenne varie fortement avec l'âge. Ainsi, pour l'écart le plus spectaculaire, la participation est de 24% pour un homme suisse entre 25 et 30 ans et de 67% pour un septuagénaire. Le sexe joue également un rôle, mais nettement moins important que l'âge. La fréquence du vote est pratiquement la même pour les hommes et les femmes jusqu'à la cinquantaine. Puis les femmes décrochent plus facilement.

Second enseignement de l'analyse statistique, les étrangers votent moins qu'il y a 5 ans. Leur participation s'élevait à 27% aux élections communales de 2006 et seulement à 23% en mars passé. En revanche, la participation des Suisses est

restée stable à 43% pour ces deux élections. Le SCRIS suggère quelques explications. En 2006, les étrangers exerçaient pour la première fois les droits politiques que leur octroyait la Constitution de 2003. L'attrait de la nouveauté serait tombé. Autre raison possible: le faible nombre des candidats étrangers élus en 2006 aurait déçu.

L'étude statistique des élections de mars 2011 introduit encore un autre critère: la taille des communes. Le taux moyen de participation est de 39%. Il atteint 52% dans les petites localités inférieures à 1000 habitants et 34% dans les villes de plus de 10'000 habitants. Cet écart de 18 points est très important.

L'influence de l'âge, du sexe et de la nationalité relevée pour les communales de mars 2011 est une tendance que l'on retrouve dans la plupart des consultations. En revanche, le critère de la taille des

communes est probablement plus important dans une élection communale que dans

un autre scrutin. Dans les petites communes, on vote pour choisir des candidats

connus de chacun.

Réduire la trop inégale répartition des richesses pour combattre la crise

Jean-Daniel Delley • 26 septembre 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18614>

Comment le capitalisme est en train de s'autodétruire

Les entreprises américaines disposent d'un cash flow de 2000 (deux mille) milliards de dollars. Les firmes cotées en bourse engrangent des bénéfices record. Et leurs dirigeants ont retrouvé les bonus d'avant la crise financière de 2008-2009. Dans le même temps, les caisses publiques sont au régime sec, le chômage persiste ou croît et le revenu disponible des salariés stagne quand il ne baisse pas.

Pour comprendre ce paradoxe, il faut relire le petit ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, paru en 2005 déjà ([DP 1749](#)²). Le capitalisme actuel, obsédé par le profit à court terme, n'a plus de projets, n'investit plus pour préparer l'avenir: il est en voie de s'autodétruire.

Ce diagnostic commence à faire des adeptes jusque dans les rangs libéraux. Dans un remarquable article sur la crise économique et financière (*Das Magazin*^{34/2011}), le journaliste Daniel Binswanger cite un gourou américain³ de la finance qui confie au *Wall Street Journal* que Marx avait

raison, le capitalisme est en train de s'autodétruire. Il mentionne également les interrogations de Charles Moore⁴, un thuriféraire et biographe de Margaret Thatcher, qui se demande si la gauche n'a pas finalement raison. Et le constat de Frank Schirmacher, coéditeur de la très bourgeoise *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, pour qui les principes mêmes du libéralisme – liberté, autonomie et autodétermination – sont trahis par le capitalisme.

Binswanger rappelle que les Trente glorieuses de l'après-guerre ont sévèrement démenti la prévision marxienne de la paupérisation des salariés. Les revenus de ces derniers ont au contraire fortement progressé et rendu possible la consommation de masse. Mais une nouvelle ère s'est ouverte, celle de la déréglementation, tout d'abord dans les années 80 dans les pays anglo-saxons, puis une décennie plus tard en Europe continentale.

Alors que la croissance économique continue de créer de la richesse, une pression à la baisse s'exerce sur les revenus les plus bas et ceux de

la classe moyenne stagnent, voire même diminuent. Le déséquilibre de la répartition de la richesse entre le capital et le travail et entre les bas et les hauts salaires s'accroît. Pour la *doxa* néolibérale, ce déséquilibre n'est que temporaire; cette concentration de la richesse doit finalement profiter à tous par le biais des investissements et de la création d'emplois. La réalité n'a pas confirmé cette théorie. L'oligarchie financière, obnubilée par les gains à court terme, a couru de bulle en bulle spéculative. Sa répulsion à l'égard des interventions publiques ne l'empêche pas de solliciter l'aide de l'Etat en cas de besoin. Et de répartir aussitôt dans sa stratégie de casino.

Les Etats ont cru s'en tirer en jouant le jeu de la sous-enchère fiscale pour attirer les entreprises et les contribuables aisés. Au final ils accumulent les déficits – il faut bien amortir socialement les échecs du marché – et les dettes. Et ils appliquent des politiques d'austérité qui ne font qu'aggraver le mal.

Si le creusement des inégalités de revenu traduit l'échec d'un

marché insuffisamment régulé, il met aussi en péril la cohésion sociale et mine les conditions d'un fonctionnement démocratique, ouvrant la voie aux aventures populistes. La réglementation du système bancaire et une discipline budgétaire sont certes indispensables pour surmonter la crise actuelle. Mais ce redressement passe aussi par une distribution plus équilibrée de la richesse produite.

Le temps est venu de réhabiliter la fiscalité pour

donner aux collectivités publiques les moyens d'accomplir leurs tâches. Une fiscalité qui respecte le principe de la capacité contributive, mis à mal par deux décennies de dégradation de la progressivité de l'impôt et d'augmentation des taxes, cotisations et tarifs des services publics qui frappent indistinctement tous les niveaux de revenu.

Le temps est venu également pour les entreprises de comprendre que la masse salariale n'est pas seulement

un coût à compresser continuellement. Elle est aussi l'oxygène indispensable au fonctionnement de l'économie, ce qu'un Henry Ford avait saisi au début du siècle passé.

Binswanger interroge également ce modèle de développement qui privilégie les exportations, la balance commerciale positive des uns engendrant le déficit commercial des autres: *«Celui qui pousse ses clients à la faillite a un problème avec son modèle d'affaires»*.

Ce journal et le site sont publiés par la SA des éditions Domaine Public

P.A. Alex Dépraz - Chemin de Chandieu 10 - CH 1006 Lausanne - CP 10-15527-9 Lausanne

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1926#>
2. <http://www.domainepublic.ch/articles/9639>
3. <http://online.wsj.com/video/roubini-warns-of-global-recession-risk/C036B113-6D5F-4524-A5AF-DF2F3E2F8735.html>
4. <http://www.telegraph.co.uk/news/politics/8655106/Im-starting-to-think-that-the-Left-might-actually-be-right.html>
5. <http://www.scris.vd.ch/>